

Virée à l'ex-marché éradiqué de la rue de la Lyre

## Entre satisfaction et amertume



Les ruelles de la basse Casbah débarrassées des vendeurs informels. © Bilel Zehani/Liberty

**Éradiqué depuis quelques mois, le célèbre marché de la rue Bouzrina (ex-rue de Lyre) à la basse Casbah n'est plus le lieu de jadis.**

Occupé depuis les années 90 par des commerçants informels, ce marché devenu "légendaire" occupait pratiquement toute l'allée de la rue Bouzrina jusqu'à la place des Martyrs. Une virée dans ces lieux et une rencontre avec les habitants de ces quartiers ont fait ressortir des sentiments contradictoires quant à la décision des autorités d'éradiquer ce marché. Entre dénonciateurs et soutiens de la décision, les uns et les autres avancent des arguments qu'il est parfois difficile de départager.

Retour au calme à côté du marché couvert Bouzrina, à l'entame de la rue éponyme, un fourgon de police occupe le côté droit de la chaussée. "Ils sont là depuis plusieurs semaines", nous apprend un commerçant, Kamel, dit Stambouli. Sur place, la première remarque reste la possibilité de circuler en voiture et même de stationner dans cette rue, jadis interdite aux automobilistes. "Certes, depuis l'éradication de ce marché, le calme est revenu", relance Kamel, soulignant qu'avant, "les habitants souffraient le martyre." "Ils ne pouvaient même pas garer leurs voitures au bas de chez eux, c'était intenable", raconte-t-il, avant de préciser que l'éradication de ce marché n'a rien rapporté sur le plan économique. Plus explicite, notre interlocuteur considère que le départ des vendeurs à la sauvette "a fait fuir les clients". "Je travaille au même rythme qu'avant", a-t-il dit, rappelant que les commerçants "réguliers" de la rue ont interpellé l'APC et la DCP de Baba El Oued à plusieurs reprises mais en vain. "On leur a expliqué que nous payons les impôts donc il faut trouver une solution au marché informel, mais nous n'avons pas eu de réponse." Kamel qui s'est dit intéressé plutôt par la salubrité

des lieux s'est interrogé sur le fait que les pouvoirs publics "soient les seuls au monde qui abandonnent notre patrimoine". Il fait allusion au fait que La Casbah, un patrimoine vieux de plusieurs siècles, soit abandonnée. Un peu plus loin que la boutique de Kamel, à proximité de la mosquée Ibn Fares, même les étals des fruits et légumes qui jonchaient la rue ont disparu. "Ils ne vendent qu'à l'intérieur du marché", répond Ali, habitant la rue Mustapha-Amir. Malgré la disparition des étals anarchiques de ces ruelles et le retour au calme, la rue de la Lyre ne désemplit pas pour autant. "Ce lieu est mythique, je ne peux pas ne pas passer par ces rues chaque matin pour prendre un café dans le coin, même si j'habite Bab El Oued", dit Amar, enseignant, qui a regretté que les autorités aient décidé d'éradiquer le marché. "La majorité des jeunes qui vendaient ici sont issus de La Casbah et ils n'ont pas de métier de rechange", défend-t-il.

### **Chômage, vol ou prison**

La surveillance quasi-permanente des allées principales de la rue Bouzrina par les policiers en faction n'a pas pour autant dissuadé les jeunes du quartier de trouver une alternative. De la rue Mustapha-Amir jusqu'à Bab El Oued, en face de la nouvelle station de métro de la Basse Casbah à proximité de la place des Martyrs, en dehors de celle de Ketchaoua, toutes les ruelles sont occupées par des vendeurs. La rue des frères Zoubiri, celle du professeur Souilah, celle d'El Hadj-Omar, ou encore la rue Amar-Abbas, ont vu migrer vers elles tous les jeunes vendeurs du quartier d'en-haut. Les jeunes du quartier se sont, en effet, mus en vendeurs à la sauvette alors qu'ils étaient, pour la plupart, détenteurs d'étals. "Avant, il y avait beaucoup de monde qui fréquentait ces lieux et on travaillait bien, sauf que depuis l'éradication du marché, on ne travaille pratiquement plus", regrette Aâmi Hocine, sexagénaire, tailleur à la rue du professeur Souilah. Notre interlocuteur estime, néanmoins, que depuis quelque temps, "les voleurs" ont repris leur sport favori. "Avant, il était difficile pour eux de sévir, d'autant plus qu'ils étaient tous occupés. Maintenant qu'ils se retrouvent sans ressources, ils volent et agressent les passants puisque ces ruelles se vident une fois les quelques vendeurs qui les animent plient bagage." Aâmi Hocine ne regrette pas cette éradication qui, certes, prive plusieurs jeunes des quartiers de l'unique ressource qu'ils avaient, mais en revanche, s'est réjoui Aâmi Hocine, "c'est depuis la disparition du marché que les habitants ont retrouvé calme et sérénité qu'ils ont perdus depuis des lustres." Nous quittons le tailleur, le seul qui a laissé sa boutique ouverte sur cette ruelle pour tenter de faire parler des jeunes qui ont perdu "leurs emplois". "Je vendais des pâtes fait-maison et grâce à moi, cinq familles trouvent des ressources pour vivre", s'exclame Omar, d'emblée. "Vous voyez, j'ai deux enfants et je suis obligé de vendre en cachette car la police vient souvent saisir notre marchandise." Au fur et à mesure que la discussion avec Omar avançait, d'autres jeunes se joignaient au débat et chacun tentait de donner son avis et sa propre analyse. Des analyses, faut-il le reconnaître, qui ne sont pas dénuées d'attaques acerbes contre les autorités. Pour Mohamed, diplômé en mécanique, une dizaine de paires de chaussettes entre les mains, "la décision des autorités est une provocation". Après d'âpres négociations avec un ou deux clients pour faire écouler sa marchandise, Mohamed reprend la parole et nous interroge à son tour. "Trouvez-vous normal qu'un policier vous dise que faute de vendre des articles ici, vous avez le choix de voler ?", s'étonne Mohamed, avant d'enchaîner que ce même policier "qui m'a conseillé d'aller voler, m'a mis, néanmoins, en garde que s'il met la main sur moi, il m'enverra en prison." "Le choix qui se présente à nous est simple : le chômage, le vol ou la prison", résume Mohamed. Même dénonciation chez Hakim, vendeur de parfums que nous avons abordé sur la rue Bab El Oued. "Ils m'ont déjà arrêté et j'ai signé en tout trois PV", raconte-t-il, poursuivant qu'il est, certes, conscient du danger qu'il encourt, mais avoue tout de même qu'il n'a pas le choix. "Cela fait 20 ans que je vends des produits cosmétiques au marché et du jour au lendemain je me retrouve sans travail, sans ressources et sans aucune autre perspective".

### **Provocation ?**

La majorité des jeunes que nous avons abordés estiment que la décision des autorités "est irréflective". "Elles (autorités) pouvaient bien agir autrement", dit Omar. Pour lui, "elles devaient réaménager un espace pour tous ces jeunes commerçants au lieu de les pousser à la révolte." La révolte ? Omar et ses amis sont convaincus que cette décision "est de la provocation à l'approche de l'élection présidentielle." Notre interlocuteur est aussi convaincu que "des forces occultes" tentent "de rallumer la mèche de la révolte". Omar et Mohamed

considèrent qu'interdire aux citoyens "de manger du pain propre", selon leur expression, "a des visées occultes". Quelles sont ces visées ? Les deux jeunes ne répondent pas. Mais la réplique vient de Salim, vendeur de jouets. "Tu sais mon frère, nous vivons sous la hogra (le mépris). Ennidham (le régime politique) ne fait rien pour rien. Je suis persuadé qu'ils veulent créer des tensions çà et là pour éviter une révolte générale", analyse-t-il, avouant que depuis qu'il a quitté l'université où il fait droit en 2007, "je ne fais que vendre des jouets pour les enfants afin de vivre". "Celui qui n'a rien, n'a pas peur de perdre", a-t-il lancé tout en s'affairant à ranger les quelques boîtes de jouets dans son sac à main et changer de lieu.

Que voulait-il dire ? Pour les autres jeunes, Salim ne veut surtout pas quitter ces ruelles où il trouve quotidiennement des ressources pour vivre. "Donnez-nous du travail, sinon, Hna Imout Kaci", a-t-il lancé de loin.

**M. M.**